

LES MARGES STATUTAIRES DANS LE JAPON PRÉMODERNE : ENJEUX ET DÉBATS

Guillaume Carré

Éditions de l'EHESS | « *Annales. Histoire, Sciences Sociales* »

2011/4 66e année | pages 955 à 976

ISSN 0395-2649

ISBN 9782713223129

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-Annales-2011-4-page-955.htm>

Pour citer cet article :

Guillaume Carré, « Les marges statutaires dans le Japon prémoderne : enjeux et débats », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2011/4 (66e année), p. 955-976.

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les marges statutaires dans le Japon prémoderne : enjeux et débats

Guillaume Carré

En 1995, les *Annales* publiaient un dossier de sept articles intitulé « L'histoire du Japon sous le regard japonais », précédé d'une présentation par Pierre-François Souyri et Ninomiya Hiroyuki¹. Ces deux auteurs insistaient sur l'apport des études folkloriques japonaises (*minzokugaku*) à l'historiographie nippone des années 1970-1980, en présentant les travaux de chercheurs qui avaient « considérablement travaillé à la construction d'une histoire médiévale dans laquelle apparaissent des figures sociales multiples, populations vivant de la mer, itinérants, artisans, femmes, discriminés (et plus seulement l'opposition classique guerrier/paysan, noblesse de cour/noblesse militaire)² ». Dans ce processus d'élaboration d'un courant d'« ethno-histoire » se détache la personnalité du médiéviste Amino Yoshihiko qui, dans le but de remettre en cause les cadres rigides et fortement idéologisés dictés par le marxisme de l'immédiat après-guerre, eut recours aux travaux et conceptions de spécialistes du folklore tels que Yanagita Kunio, Shibuzawa Keizô ou Miyamoto Tsuneichi. Un article d'Amino ouvrait d'ailleurs ce dossier des *Annales*.

Cet historien contestait une vision faisant du Japon une « civilisation du riz » bâtie sur des communautés agricoles, et relançait l'étude de la construction des statuts sociaux (*mibun*) dans la société japonaise « traditionnelle ». Amino entendait en effet réécrire l'histoire du Japon en réévaluant la place qu'y avaient occupée

1 - NINOMIYA Hiroyuki et Pierre-François SOUYRI, « L'histoire du Japon sous le regard japonais », *Annales HSS*, 50-2, 1995, p. 227-233. Les noms japonais sont écrits selon l'usage en vigueur au Japon : d'abord le patronyme, puis le nom personnel.

2 - *Ibid.*, p. 231.

certaines populations considérées comme marginales ; il associait à cette notion de marginalité celle d'une « liberté » porteuse de dynamisme et de création (artistique ou économique), et relativisait même cette dimension marginale de catégories sociales comme par exemple les pêcheurs et autres « gens de mer ». Selon lui, le système statutaire de l'époque d'Edo avait été conçu pour établir et pérenniser la domination des populations rurales par les classes dirigeantes (les guerriers), en restreignant autant que possible la mobilité sociale et même spatiale des individus. Mais si Amino ne s'est pas interdit des incursions dans des périodes postérieures au XVI^e siècle (c'était par exemple le cas dans l'article publié dans les *Annales* en 1995), il demeurait en substance un médiéviste et ses vues sur le Japon de l'époque d'Edo ne sont pas toujours partagées par les spécialistes de cette période³.

Les quatre articles qui suivent portent sur des populations qui furent également au cœur des problématiques d'Amino et de son école. Mais on remarque des différences marquantes dans les approches comme dans les méthodes. Les travaux de précurseurs tels qu'Amino ont certes largement nourri le tournant de l'histoire sociale prémoderne dans les années 1980, en ouvrant et en légitimant de nouveaux champs d'investigation ; et dans une large mesure, cet héritage est maintenant digéré et assimilé par la recherche, non seulement sur la période médiévale, mais aussi sur celle d'Edo. Toutefois, force est de constater qu'en cherchant à tirer l'histoire japonaise de l'ornière du dogmatisme marxiste, l'« ethno-histoire » d'Amino a fini par éprouver ses limites dans la résolution des problématiques qu'il avait lui-même soulevées. Non seulement il faisait remonter les débats fondateurs de son aventure historiographique à 1953 (et on ne s'étonne donc pas que certains de ses combats contre un certain matérialisme historique nous semblent singulièrement datés)⁴, mais ses travaux n'ont pas toujours su éviter les pièges tendus par les études folkloriques. Confrontés aux frustrantes lacunes des témoignages, le talent et l'imagination de l'écrivain ont parfois pris des libertés pour imposer une interprétation assez subjective de l'histoire du Japon.

3 - Sur la légende noire du Japon des Tokugawa colportée par Amino, voir par exemple ASAO Naohiro, « Kinsei to ha nani ka? » (Qu'est-ce que l'époque prémoderne ?), in ASAO Naohiro (dir.), *Nihon no kinsei vol 1, Sekaishi no naka no kinsei* (Le Japon prémoderne, vol. 1, L'époque prémoderne dans l'histoire mondiale), Tōkyō, Chūō-kōron, 1991, p. 12-13.

4 - AMINO Yoshihiko, « Sengo rekishigaku no gojū-nen » (50 ans d'historiographie depuis la guerre), in MIYATA Noboru (dir.), *Retto no bunkashi 10* (Histoire culturelle de l'archipel, vol. 10), Tōkyō, Nihon edita skūru shuppanbu, 1996. Notons que cette date de 1953 est justement celle où ARAKI Moriaki fit paraître son célèbre mémoire sur le cadastre de Hideyoshi : « Taikō kenchi no rekishiteki zentei » (Les fondements historiques du cadastre du Régent retiré), *Rekishigaku kenkyū*, 163, p. 1-17, et 164, p. 1-22, 1953, qui, en caractérisant la période prémoderne comme un véritable féodalisme, fondamentalement différent de « l'esclavagisme patriarcal » médiéval, remettait profondément en cause les schèmes marxistes dominants d'interprétation des sociétés japonaises médiévale et prémoderne. Voir aussi ARAKI Moriaki, *Bakuhansha taisei shakai no seiritsu to kōzō* (Naissance et structure du régime *bakuhansha*), Tōkyō, Ochanomizu Shobō, 1959. On le voit, l'historiographie marxiste japonaise ne fut jamais un bloc monolithique.

C'est donc sans s'inscrire dans ce même courant d'« ethno-histoire » que s'est développée depuis les années 1990 une recherche sur les « marges statutaires » (*mibunteki shûen*) de la période d'Edo⁵. À vrai dire, la vision de la société partagée par les auteurs des articles qui suivent et qui portent sur les marges statutaires du temps des Tokugawa repose sur des soubassements marxistes qui demeurent très présents dans l'historiographie de cette période⁶ : les écrits de leurs chefs de file, Yoshida Nobuyuki et Tsukada Takashi, sont dépourvus d'ambiguïté sur ce point, même si leurs références théoriques sont très éloignées de celles avec lesquelles Amino avait pris ses distances dans les années 1950. Mais comme l'indique l'intérêt même montré par les quatre historiens de ce dossier envers les « marges statutaires », la focalisation de leurs travaux sur ces populations découle pour eux aussi d'une réaction contre une certaine scolastique marxiste qui dominait l'historiographie japonaise jusque dans les années 1970.

Entre marxisme et confucianisme

La place dominante longtemps occupée par le marxisme dans l'histoire du Japon prémoderne se confond avec la genèse de cette discipline : dès les années 1930, les débats entre deux courants marxistes sur les origines du système sociopolitique du Japon né avec l'ère Meiji jetèrent les bases conceptuelles d'une histoire sociale de la période d'Edo qui devait acquérir sa pleine légitimité académique après la Seconde Guerre mondiale⁷. À cette époque (la seconde moitié des années 1940

5 - L'époque d'Edo (entre 1600 et 1867) ou du shogunat des Tokugawa correspond pour l'essentiel à la période dite « prémoderne » (*kinsei*), de 1573 à 1853, qui suit l'époque médiévale (*chûsei*) et précède la période moderne (*kindai*). L'adoption de la civilisation occidentale par le Japon à partir de l'ère Meiji est souvent définie comme une « modernisation », et on parle alors du « Japon moderne » à partir de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Ceci explique les hésitations sur la traduction du terme *kinsei*, qu'on rend pourtant parfois par « temps modernes », par référence à la périodisation occidentale.

6 - Précisons cependant que d'autres courants existent bien sûr dans l'historiographie prémoderne. D'abord l'influence des études folkloriques n'est pas absente de l'histoire sociale de la période d'Edo, comme en témoignent par exemple les travaux de Tsukamoto Manabu, même si ses méthodes et préoccupations diffèrent du courant d'anthropologie historique initié par Amino. Quant au marxisme, son hégémonie sur l'histoire universitaire jusque dans les années 1970 a toujours suscité des oppositions, parfois articulées sur des antagonismes politiques, d'autant plus qu'au Japon comme en France, plusieurs historiens « retournés » (*tenkô*), comme on dit dans l'archipel, sont passés au fil du temps d'un communisme ardent à une critique virulente de l'idéologie marxiste. Enfin, le poids des différentes idéologies, marxiste, libérale, nationaliste ou autres, varie suivant les domaines, histoire sociale, histoire économique, etc., et les générations.

7 - La littérature japonaise, et même en anglais, sur cette controverse est immense. On pourra consulter parmi les ouvrages récents pour leur mise au point sur la question et leur bibliographie : Andrew E. BARSHAY, *The social sciences in modern Japan: The marxian and modernist traditions*, Berkeley, University of California Press, 2004. Voir aussi du

et le début des années 1950), dans le climat d'intense remise en cause par les intellectuels des structures qui avaient amené les désastres du militarisme et de la défaite, la réflexion sur la période d'Edo devait être un moyen pour comprendre les raisons de la persistance de tendances « féodales » dans le Japon d'avant-guerre, du poids de ses dispositifs de contraintes collectives, du système patriarcal, etc. En rendant intelligibles, grâce aux ressources du matérialisme historique, les processus d'évolution récents de la société japonaise, les historiens souhaitaient ainsi apporter leur contribution à une œuvre politique réformiste et même révolutionnaire, et aider à la prise de conscience des masses.

Les études sur la société des Tokugawa qui se structurèrent dans les années 1960 furent donc dominées jusque dans la décennie suivante par des historiens se situant dans les schémas du matérialisme historique, ce qui ne les empêchait d'ailleurs nullement de développer des vues originales. Ainsi Sasaki Junnosuke, une des figures majeures de l'histoire sociale de cette période, en analysant les désordres de la fin du shogunat, y décela les symptômes d'un climat révolutionnaire œuvrant à l'effondrement du régime des Tokugawa. Il donnait ainsi une lecture de la fin du régime des Tokugawa comme une phase finale de délitement de la société d'ordres, résultant de nouveaux rapports à la propriété des moyens de production, avec l'apparition de gros propriétaires fonciers et le développement du métayage. Cette théorie plaçait du côté des masses populaires engagées dans un processus de lutte des classes la dynamique du changement social et politique provoquant la transition entre Japon prémoderne et moderne, alors que les historiens, marxistes compris, privilégiaient en général l'hypothèse d'une révolution « par le haut » conduite par les guerriers.

Cependant, même si ce genre de thèses renouvela continuellement les conceptions de l'historiographie marxisante, elles n'en renforçaient pas moins certaines tendances du matérialisme historique appliquées à l'étude de l'époque d'Edo : d'une part, un accent mis sur « les masses », considérées comme les forces profondes d'évolution de la société, et donc sur la population rurale, la plus imposante numériquement, et qui soutenait toute la structure socio-économique préindustrielle ; et d'autre part, un intérêt privilégié pour les situations d'opposition, de domination, voire de conflit et d'affrontement paroxystique (ligues paysannes, émotions citadines...), où affleuraient les indices d'une lutte des classes. Ces « masses » étaient bien évidemment entendues comme la part majoritaire de la population qui soutenait par son activité le fonctionnement de l'économie : c'est pourquoi les éléments des classes populaires à l'écart de la production, comme les mendiants, mais aussi les saltimbanques ou les religieux, étaient à l'inverse négligés⁸.

même auteur, « 'Doubly cruel'. Marxism and the presence of the past in Japanese capitalism », in S. VLASTOS (dir.), *Mirror of modernity: Invented traditions of modern Japan*, Berkeley, University of California Press, 1998, p. 243-261. Voir également Germain A. HOSTON, *Marxism and the crisis of development in prewar-Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

8 - En somme, les courants historiographiques en pointe dans les années 1960 nourrissaient toujours plus ou moins ouvertement des préventions envers le lumpenprolétariat, courantes dans le marxisme et qui trouvent d'ailleurs leur origine dans le mépris mani-

La crise de la société agraire à la fin du shogunat analysée par Sasaki a été souvent décrite comme le stade final d'une décomposition de la société d'ordres (*mibun-shakai*) sur laquelle reposait le régime des Tokugawa. La reprise en main et la stabilisation du pays par les guerriers à la fin du XVI^e siècle avaient été en effet accompagnées d'une redéfinition des statuts sociaux dont la pensée chinoise avait fourni le cadre idéologique. Pour les Japonais de la période d'Edo, la population de l'archipel (du moins, le « peuple », car la haute aristocratie guerrière, curiale ou religieuse demeurait à part) se répartissait entre quatre conditions principales, décrites dans des caractères chinois lus en prononciation japonaise *shi-nô-kô-shô* : les guerriers, les paysans, les artisans, les marchands. Cette conception des composantes principales de la société était apparue chez les penseurs de la Chine des Royaumes combattants (IV^e-III^e siècles av. J.-C.)⁹ et fut popularisée au Japon avec les progrès du confucianisme, devenu au cours du XVII^e siècle et avec l'appui du pouvoir guerrier la référence intellectuelle dominante.

Cette quadripartition était porteuse d'une hiérarchie entre les fonctions et donc d'un système de valeurs, puisqu'elle énumérait les activités humaines selon leur importance, avec à leur sommet les dirigeants et les administrateurs (soit dans la Chine prémoderne les lettrés, et dans le Japon des Tokugawa, les guerriers), puis les producteurs agricoles et artisanaux, et enfin, en bas de l'échelle et les moins considérés, mais malgré tout nécessaires et à ce titre inclus parmi les « bonnes gens » (*ryômin*), les agents de l'échange commercial. À vrai dire, les conditions ainsi définies demeuraient avant tout des catégories conceptuelles pour penser l'ordre social, et leur adoption au Japon devait s'accorder à des réalités statutaires propres à l'archipel : outre le rôle politique des guerriers, « artisans » et « marchands » se voyaient pour la majorité d'entre eux rassemblés dans le statut de « bourgeois » (*chônin*), c'est-à-dire de citoyens. Aussi, dès l'époque d'Edo, on avait conscience au Japon de la relativité du classement en quatre statuts.

La distribution de la population en quatre statuts était cependant bien plus qu'une simple description des différentes fonctions fondant l'existence d'une société préindustrielle ; elle se voulait porteuse, avec le système de valeurs qu'elle véhiculait, d'une conception d'un ordre stable, civilisé et harmonieux ; mais la légitimation du monopole du pouvoir politique par une catégorie de la population suffit à montrer le soubassement idéologique d'une vision de la société produite par des classes dirigeantes pour assurer la pérennité de leur domination et l'exploitation du fruit de l'activité des populations assujetties. Les Japonais de la période d'Edo étaient donc sommés d'adhérer à un ordre social inégalitaire et de le soutenir

festé par Karl Marx et Friedrich Engels eux-mêmes envers ces déclassés. Voir notamment les passages bien connus sur « cette lie d'individus déchus de toutes les classes » ou « le degré de vénalité et de dépravation du lumpenprolétariat civilisé d'aujourd'hui » de Karl MARX et Friedrich ENGELS, *La social-démocratie allemande*, Paris, Union générale d'éditions, [1871] 1975, et de Friedrich ENGELS, *La guerre des paysans en Allemagne*, Paris, Éditions sociales, [1850] 1974.

9 - Ces quatre statuts sont déjà cités, mais avec des variations dans leur ordre d'énonciation, dans des ouvrages de penseurs chinois de l'Antiquité comme le *Guanzi*, le *Xunzi* ou encore la *Version de Guliang des Printemps et des Automnes*.

à travers leur activité quotidienne, d'abord en payant l'impôt, comme l'impôt annuel en riz (*nengu*) pour les paysans. Mais la liaison entre statut personnel et contribution au fonctionnement d'une société aristocratique s'établissait également par l'accomplissement d'un « service » (*yaku* ou *goyô*), qui pouvait prendre les formes les plus diverses, corvées, exercice de responsabilités ou contributions variées au maintien du pouvoir shogunal ou seigneurial. Ce service, dû collectivement ou individuellement à l'Autorité publique (*kôgi*), fondait en retour un certain nombre de droits assurant la subsistance et la stabilité de la position sociale¹⁰. À la suite de Sasaki qui voyait dans le service militaire (*gun'yaku*), conçu à l'origine pour mobiliser les forces lors d'une campagne, le principe fondamental de l'organisation sociopolitique du Japon prémoderne, l'historien Takagi Shôsaku élabore un modèle du régime shogunal régissant le système des statuts grâce aux divers services qui leur étaient imposés au nom de « l'Autorité publique » (comme le « service provincial », *kuniyaku*, pour les artisans). Selon lui, la capacité de répondre aux ordres de mobilisation et de réquisition fondait les diverses conditions, faisant ainsi du Japon une « nation-caserne » régie par une organisation sociale d'inspiration militaire et asseyant ainsi la domination des guerriers sur le reste du corps social¹¹.

L'activité professionnelle, la compétence technique, la position acquise dans un système de production ou de distribution définissaient ainsi un statut social, des formes de propriété pour garantir la bonne marche de l'activité des individus concernés et des rapports de sujétion avec l'autorité seigneuriale. Bien que les quatre statuts de l'époque de Tokugawa n'aient jamais prétendu à l'intangibilité des castes (une idée complètement étrangère au confucianisme), comparés à la situation de la France d'Ancien Régime, ils n'en apparaissent pas moins singulièrement rigides et contraignants. Les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, et tous les postes supérieurs du gouvernement et de l'administration, étaient en effet entièrement accaparés par les guerriers qui ne laissaient quasiment pas d'accès au pouvoir pour le reste de la population, alors que cela aurait pu être possible pour des juristes ou des financiers en France. L'absence d'un système généralisé de vénalité des charges au Japon, un nombre de guerriers pléthorique pour des postes administratifs en nombre limité¹², et une pratique de l'adoption qui assurait le renouvellement des classes dirigeantes, entre autres facteurs, expliquent que

10 - Non seulement les organisations d'artisans et de marchands de l'époque d'Edo devaient se mettre à disposition, mais elles devaient aussi payer régulièrement des taxes (*myôga*) et estimaient pouvoir disposer en contrepartie de la protection de leurs droits et exclusivités par les autorités.

11 - TAKAGI Shôsaku, *Nihon kinsei kokkashi no kenkyû* (Recherches sur l'histoire de la nation japonaise prémoderne), Tôkyô, Iwanami shoten, 1990. L'expression de « nation-caserne » employée par Takagi (*heiei kokka*) est en fait une traduction du concept de *garrison state* forgé par Harold D. Lasswell. L'historien Bitô Masahide, plus connu en Occident, a lui aussi développé des conceptions sur les liens entre régime shogunal, société d'ordres et notion de « service » : BITÔ Masahide, *The Edo period: Early modern and modern in Japanese history*, Tôkyô, Tôhō Gakkai, 2006.

12 - Voir l'article de Morishita Tôru dans ce dossier.

l'assimilation à la condition dominante ait été pour les roturiers assez exceptionnelle, même si elle n'était pas impossible.

Depuis le débat lancé par Araki Moriaki dans les années 1950¹³, on a souvent vu l'acte fondateur de ce nouvel ordre social prémoderne dans la réalisation d'un cadastre initié par Toyotomi Hideyoshi à la fin du XVI^e siècle qui, tout en éloignant les guerriers des campagnes et en les séparant du reste de la population, établit des communautés villageoises et de quartiers comme des organes autonomes responsables collectivement de la fourniture de l'impôt et des corvées, condition pour que certains de leurs membres (c'est-à-dire, pour faire simple, les propriétaires fonciers) jouissent de la plénitude des droits attachés à leur statut. Le durcissement de l'assignation des individus à des statuts sociaux normatifs, qui accompagna la construction et la stabilisation d'une nouvelle domination guerrière, a parfois fondé une perception de l'époque prémoderne comme une période sombre de perte de liberté, de restriction de la mobilité sociale ou des potentialités d'émancipation que paraissait recéler le Moyen Âge : c'est par exemple l'impression générale que l'on retire de la lecture d'un médiéviste comme Amino. Les spécialistes de la période prémoderne ont, en tout cas, vu dans la généralisation de l'idéologie statutaire de la période d'Edo l'un des piliers du régime seigneurial.

Le système statutaire clairement défini de la période d'Edo semblait également répondre à un progrès de la division sociale du travail, et donc s'inscrire dans un schéma classique d'évolution des sociétés mue par le progrès économique : c'est pourquoi, en dépit de son fort caractère idéologique confucéen, l'historiographie marxisante s'en accommodait dans le cadre d'une réflexion sur le féodalisme. Mais la lecture de l'organisation du Japon des Tokugawa à travers les quatre statuts sociaux pouvait aussi se prêter aux interprétations culturalistes : assimiler, sans grand souci de finesse, les masses rurales à des « agriculteurs » et à leurs communautés permettait tous les discours essentialistes sur la civilisation japonaise contre lesquels Amino s'est élevé.

L'ouverture vers les marges

La définition des fonctions socioprofessionnelles allait donc de pair, à l'époque d'Edo, avec des conceptions globalement fixistes et héréditaires des statuts, ce qui à première vue n'a rien d'original pour une société d'ordres. Mais accepter comme valable la répartition de la population entre quatre statuts sociaux revient à adopter le point de vue des dirigeants. La définition des conditions sociales d'après leurs obligations envers le pouvoir les réduit à un rôle fonctionnel d'instruments de la domination de guerriers, notamment si l'on estime que ce sont ces derniers qui

13 - Voir note 4. Pour une critique des conceptions dominantes concernant le cadastre de Hideyoshi à la suite des travaux d'Araki, voir IKEGAMI Yūko, « Kenchi to kokudakasei » (Cadastre et système fiscal en riz), in REKISHIGAKU KENKYŪKAI et NIHONSHIGAKU KENKYŪKAI (dir.), *Nihonshi kōza 5, kinsei no keisei* (Cours d'histoire japonaise, vol. 5. La formation de l'époque prémoderne), Tōkyō, Tōkyō daigaku shuppankai, 2004, p. 101-132.

ont imposé les cadres d'existence des populations rurales et citadines, afin de mieux pouvoir les prendre en main.

Ces conceptions des statuts sociaux en tant qu'émanation idéologique d'un mode de domination et de production féodal ont été critiquées dans les années 1980 par Asao Naohiro. Il prenait acte de la liaison indissoluble, à l'époque d'Edo, entre statuts sociaux et communautés autonomes d'habitants, l'un ne se concevant pas sans l'autre ; sous les Tokugawa, ces communautés avaient une version rurale, celle des villages (*mura*) peuplés de « paysans » (*hyakushô*), et une version citadine, celle des rues ou des quartiers (*chô*) où résidaient les « bourgeois » (*chônin*). Toutefois, Asao faisait remarquer que les organisations communautaires existaient avant le cadastre de Toyotomi Hideyoshi, sous une autre forme ; il s'agissait de la « commune rurale » (*sô*)¹⁴ qui s'était particulièrement développée dans les régions centrales proches du Kinai, et dont les fondements étaient définis par Asao comme des « liens géographiques et professionnels », ce dernier adjectif ne désignant pas seulement le travail de la terre, mais aussi l'artisanat et le commerce. Ces entités étaient dotées de règlements internes qui définissaient des institutions de gouvernement propres, le statut de leurs membres, leurs hiérarchies, leurs devoirs, les intérêts communautaires, etc.

C'est donc dans le *sô* de la fin de la période médiévale qu'Asao voyait la matrice des communautés rurales et urbaines de l'époque prémoderne, avec des formes d'autonomie et de définition des statuts qui s'étaient imposées aux hégémons de la fin du XVI^e et du début du XVII^e siècle. Ces thèses et la compréhension du rôle des communautés dont elles étaient porteuses, si elles s'appuyaient sur l'étude d'exemples concrets, s'inspiraient aussi des travaux sur la constitution des États modernes du spécialiste d'histoire allemande Naruse Osamu et de l'historien du droit Murakami Jun'ichi qui, à la fin des années 1970, critiquèrent la part abusive prise par l'histoire économique dans la méthode historique au détriment d'une réflexion sociale plus globale¹⁵. Mais cette orientation nouvelle était aussi le fruit d'une relecture de Karl Marx par l'historien du Japon antique, Hara Hidesaburô¹⁶ : pour Asao, c'était les progrès de la division sociale du travail qui avaient amené, à partir de la matrice commune du *sô*, la dissociation des villages et des éléments urbains.

La réinterprétation de la transition entre société médiévale et société prémoderne par Asao introduisait de profonds bouleversements dans la compréhension des statuts sociaux de l'époque d'Edo. On ne percevait plus ceux-ci uniquement

14 - Sur le *sô* médiéval, Pierre-François SOUYRI, *Le monde à l'envers. La dynamique de la société médiévale*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1999.

15 - TAKAZAWA Norie, « Comparer les villes », in TAKAZAWA Norie et al. (dir.), *Bessatsu toshi-shi kenkyû. Iida to Sharuruwiru* (Comparer les villes traditionnelles : Iida et Charleville), Tôkyô, Yamakawa shuppansha, 2011, p. 35-44.

16 - HARA Hidesaburô, *Nihon kodai kokka kenkyû no rironteki zentei* (Les fondements théoriques de la recherche sur la nation japonaise antique), in HARA Hidesaburô (dir.), *Taikei Nihon kokkashi* (Histoire de la nation japonaise), Tôkyô, Tôkyô daigaku shuppankai, 1975, et *Id.*, *Nihon kodai kokkashi kenkyû* (Recherches sur l'histoire de la nation japonaise antique), Tôkyô, Tôkyô daigaku shuppankai, 1980.

comme des instruments de pouvoir et de domination, pas plus d'ailleurs que les communautés d'habitants reconnues par les autorités. Villages et quartiers bourgeois n'étaient plus seulement le champ clos de l'assujettissement et des affrontements de classes : ils devenaient aussi le lieu essentiel de détermination des rapports sociaux, dont les statuts étaient l'émanation. Mais si la définition des membres de la communauté, en tant que « paysans » ou « bourgeois » dotés de droits et de devoirs différenciés et hiérarchisés, dépendait des communautés elles-mêmes bien plus que du pouvoir, cela signifiait aussi que la réalité des statuts sociaux, par-delà leurs appellations génériques, devait présenter une certaine diversité suivant les époques et les situations locales. C'est pourquoi, plutôt que de considérer la société japonaise prémoderne à travers des « masses » définies par le chercheur à partir de théories préétablies de l'histoire pour chercher à déterminer des mouvements de classes, les historiens se focalisèrent dès lors sur l'analyse de « groupes sociaux » (*shakai-shûdan*) plus individualisés et variés.

L'article d'Asao en 1981 portait sur les liens entre les communautés urbaines et les populations discriminées des « gueux » (*senmin*) dont l'étude dans les années 1980 prit une place de plus en plus importante dans l'historiographie du Japon médiéval et prémoderne. La ghettoïsation et la réputation de « souillure » s'attachant à certaines catégories, appelées couramment les *burakumin*, « les gens des hameaux », survécurent à l'abolition des statuts sociaux prémoderne à l'ère Meiji et constituèrent un grave problème social dans le Japon contemporain. Les mouvements et associations visant à l'éradication de ces formes de discrimination avaient promu dans les années 1960 des enquêtes historiques et ethnographiques, notamment au sein de la « société de recherches historiques sur les *buraku* », pour déterminer les fondements de la mise à l'écart de ces groupes. Les travaux d'Amino y trouvèrent en partie une source d'inspiration, et concernant le Japon prémoderne, on doit citer l'œuvre pionnière de Wakita Osamu, centrée sur les mécanismes de mise en place de la discrimination dans le Kansai¹⁷. Ces *hinin* et ces *eta*¹⁸ ne relevaient naturellement pas des quatre statuts des « bonnes gens », mais même en tant que catégories mises à l'écart et méprisées, ils formaient néanmoins des groupes reconnus par les autorités, disposant de leurs propres institutions et de certains privilèges, de formes propres de services aussi, qui entraînaient leur stigmatisation. L'explication marxiste traditionnelle de l'existence de ces parias était qu'ils étaient nécessaires pour détourner les frustrations que le peuple pouvait éprouver vis-à-vis de ses dirigeants.

17 - Pour une somme des travaux menés par Wakita Osamu sur cette question depuis les années 1960, on consultera WAKITA Osamu, *Kinsei mibunsei to hisabetsu buraku* (Le système statutaire prémoderne et les hameaux discriminés), Kyôto, Buraku kenkyûjo, 2001.

18 - On considère que les *eta* de l'époque d'Edo étaient des catégories discriminées à cause d'activités professionnelles regardées comme les mettant en contact avec la souillure (en particulier le traitement des animaux morts et de leurs dérivés, comme le cuir); les *hinin* étaient plutôt des mendiants (voir l'article de Tsukada Takashi dans le dossier). Mais les distinctions pouvaient être plus ou moins lâches entre ces grandes catégories.

Cette marginalité « institutionnalisée » sous le régime shogunal et clairement caractérisable fit donc l'objet de nombreux travaux, mais au fur et à mesure que ces derniers s'affinaient, les mécanismes de formation de ces statuts discriminés apparurent plus complexes qu'il ne semblait au départ. De telles populations, bien que victimes de mesures vexatoires de la part des autorités politiques, mais aussi des communautés d'habitants, n'étaient pas pour autant des entités passives : elles avaient aussi leurs codes, des définitions propres de leurs droits, leurs conceptions de la propriété et du territoire, etc. On mit en particulier en évidence l'importance que revêtait pour ces gueux la définition de formes de contrôle sur certaines zones où ils pouvaient exercer leur activité, source de formes originales de propriété. Un problème connexe à celui de ces groupes discriminés était posé par l'évolution des représentations vis-à-vis des gens du spectacle, et en particulier les acteurs, une activité parfois aussi mal considérée par le pouvoir guerrier que la prostitution. La période d'Edo fut celle où, pour reprendre les idées développées par Moriya Takeshi, se mit en place une « marchandisation » de la production culturelle. Celle-ci, de marqueur social d'aristocraties diverses, devint un objet de consommation, ce qui eut pour effet de massifier (jusqu'à un certain point) l'accès à la culture et d'affranchir les artistes des formes de patronage qui assuraient leur subsistance au Moyen Âge.

L'intérêt pour les marges sociales dans les années 1980 déborda cependant le cadre de ces seules populations discriminées, en raison notamment de l'essor de l'histoire urbaine durant la fin de la période de haute croissance des années 1980 au début des années 1990¹⁹. L'étude de la société urbaine devait bien sûr conduire les chercheurs à s'intéresser à des populations flottantes de locataires souvent très nombreuses dans les cités de l'époque, en particulier à Edo. Il apparut clairement alors qu'il n'était pas tenable de discourir sur les villes en se contentant de décrire leurs institutions, centrées sur des bourgeois-propriétaires souvent minoritaires, pas plus que de ne percevoir la ville qu'au travers des oppositions entre statut bourgeois et « couches défavorisées » (*kasômin*) de locataires, voire entre classes antagonistes (locataires/journaliers/petits marchands et artisans vs grands marchands/propriétaires/usuriers). Les travaux de Yoshida Nobuyuki sur les journaliers (*hiyô*) d'Edo ou sur le grand magasin Mitsui-Echigoya d'Edo dévoilèrent un espace urbain où les communautés bourgeoises et les grandes maisons de commerce entretenaient des liens insoupçonnés avec des organisations de journaliers ou de mendiants. De plus, la question des marges se pose dans la structuration spatiale même des cités, non seulement avec ses ghettos pour couches discriminées mais aussi ses faubourgs, ses quartiers de plaisir ou ses théâtres dans des zones à part ou en périphérie ou encore au cœur des villes, dans les ruelles peuplées de locataires et situées juste derrière les rues et les avenues où la ville se mettait en scène.

19 - Sur les diverses tendances de l'histoire urbaine japonaise, Guillaume CARRÉ, « D'une histoire en marge à l'histoire des marges. Les études urbaines sur la période prémoderne (XVI^e-XIX^e siècles) au Japon », *Histoire urbaine*, 29, 2010, p. 5-26.

Une troisième source d'interrogation sur les statuts sociaux à l'époque d'Edo est liée au développement de la réflexion sur le système impérial et la nature du pouvoir du Tennô. Ces thématiques fournirent des sujets de débats constants dans l'après-guerre, pour toutes les époques de l'histoire japonaise²⁰. Le Tennô et la noblesse de cour (*kuge*) formaient en soi une catégorie à part dans le système des statuts de la période d'Edo, dont on souligne souvent la marginalisation politique, une position particulière qui s'inscrivait dans l'espace même de la cité de Kyôto. Apparemment tenus hors du jeu social et politique de la période d'Edo, la Cour et le Tennô ne devaient pas moins y remplir un rôle essentiel qui nécessitait leur conservation. Ces interrogations sur les rôles politiques, sociaux, symboliques joués par les cours médiévales et prémodernes ont amené les historiens à travailler sur des groupes s'adonnant à certaines activités, parfois assez précaires et fort peu estimées, mais qui entretenaient pourtant des relations de patronage avec des lignages de l'aristocratie curiale garante et légitimatrice de « savoirs » : c'était le cas par exemple pour les « maîtres du Yin et du Yang » (*onmyôji*), des sortes de diseurs de bonne aventure, et la maison Tsuchimikado²¹. Ces particularismes du monde curial firent prendre aussi conscience aux chercheurs de la diversité et de la variété des formes d'existence statutaires, par-delà le simplisme de leurs classifications normatives.

Ainsi, dans plusieurs domaines, les spécialistes d'histoire sociale de la période d'Edo éprouvèrent des difficultés de plus en plus grandes à concilier leurs objets d'étude et les modèles généraux de l'organisation sociale inspirés à la fois par les conceptions d'une société régie par quatre groupes statutaires dominant des couches discriminées, et par les théories marxistes. L'étude de populations considérées jusqu'alors comme peu significatives du fait de leur nombre ou de leur position sociale faisait au contraire éclater les aspects profondément artificiels des représentations statutaires héritées de l'époque d'Edo, et c'est cette prise de conscience qui amena dans les années 1990 la structuration d'une problématique des marges statutaires.

20 - L'historien Takano Toshihiko a publié depuis les années 1980 plusieurs travaux remarquables sur la place et le rôle de la cour de Kyôto à l'époque d'Edo qui l'ont amené à s'intéresser à divers groupes sociaux gravitant autour du palais, dans le cadre de la réflexion sur les « marges statutaires » dont il sera question plus bas. D'autre part, les recherches, en particulier des médiévistes, sur certaines associations professionnelles ou corps de métiers (par exemple les charpentiers), avaient mis en lumière leurs liens privilégiés avec des institutions de la haute aristocratie curiale, guerrière ou religieuse, et donc la variété des dispositifs statutaires.

21 - Voir les articles de Tsukada Takashi et de Yoshida Yuriko dans le dossier qui suit. Sur les « maîtres du Yin et du Yang » et leurs liens avec la maison Tsuchimikado, on pourra consulter également Matthias HAYEK, « Les mutations du Yin et du Yang. Étude des relations entre divination, société et représentations au Japon du VI^e à la fin du XIX^e siècle », thèse de doctorat, INALCO, 2008.

Une nouvelle histoire sociale en perspective

C'est donc pour affirmer la nécessité, et même la légitimité, de la recherche sur ces catégories sociales plus ou moins oubliées par les courants dominants de l'historiographie que fut créée en 1990 la société d'études sur les marges statutaires, sous les auspices de Wakita Osamu, Yoshida Nobuyuki et Tsukada Takashi. Les marges en question désignaient plus ou moins à l'origine, assez classiquement, des catégories considérées comme « discriminées » (les *eta*, les *hinin*, les mendiants de toutes sortes) mais intégraient aussi la problématique des populations flottantes urbaines, un des sujets d'études de Yoshida. Les marges statutaires, telles que les concevaient ces historiens, débordaient donc de beaucoup les « marginaux », autrement dit des individus que leur mode de vie très particulier et dévalorisé rejetait complètement à l'écart de la majorité du corps social. Tout d'abord, en y incluant les journaliers, les domestiques ou les petits marchands de rue, on signifiait clairement que les « marges » en question ne concernaient pas des « minorités » ni des catégories déchues de leurs statuts de possédants. D'autre part, en englobant dans une même problématique des populations considérées jusqu'alors comme des catégories victimes de régimes de discrimination plus ou moins sévères et d'autres assimilables à des formes de travail extrêmement communes dans la société prémoderne, on soulignait ainsi un certain nombre de caractères ou de problématiques similaires pour toutes ces populations.

Pour en donner la définition la plus large possible, ces « marges statutaires » englobent toutes les formes d'existence populaires qui ne peuvent trouver de place dans les quatre statuts et dont les caractéristiques diffèrent sensiblement (comme par exemple les religieux mendiants), voire complètement, des *hinin* et des *eta* ; mais cette réflexion sur les marges fournit par ailleurs aussi des éléments pour reconsidérer ces derniers groupes que leurs activités mettaient apparemment au ban de la société. Pour Yoshida, le facteur principal de détermination des statuts et de marginalisation dans le système social féodal réside dans le rapport à la propriété, autrement dit la sécurisation et l'appropriation des moyens de subsistance, ce qui reste conforme aux fondements du marxisme, mais en élargissant ce concept de « propriété » bien au-delà de la possession de biens fonciers, immobiliers et d'outillage²². En reprenant les conceptions développées par Marx, notamment dans *L'idéologie allemande* et *Le capital*, il voit dans la « petite culture » paysanne et dans l'artisan les deux types statutaires principaux et « légitimes » des populations assujetties au féodalisme. Quant à la propriété des marchands, elle est définie en revanche par Yoshida comme une forme « hétérodoxe » reposant sur la circulation du capital et des marchandises entre partenaires égaux d'un échange commercial réalisé par la transaction monétaire. Une autre forme hétérodoxe est

22 - Sur ce qui suit, voir YOSHIDA Nobuyuki, *Mibunteki shûen to shakai/bunka kôzô* (Structures sociales et culturelles des marges statutaires), Kyôto, Buraku mondai kenkyûjo, 2003, p. 26 *sq.*

celle de la propriété de la force de travail, propre aux travailleurs non qualifiés, manœuvres, journaliers ou domestiques.

La population qui vendait sa force de travail pour des activités non qualifiées nourrissait aussi les rangs des mendiants quand la force physique venait à faire défaut : à la base, on peut donc postuler une certaine homogénéité sociale entre deux modes d'existence par ailleurs profondément différents. Ainsi donc du point de vue de Yoshida, c'est l'aliénation de la capacité de travail physique et convertible en salaire (la « propriété » de la force de travail) qui marque, dans la société pré-moderne, la dernière étape de la déchéance sociale²³. Toutefois, et c'est aussi une caractéristique de cette société préindustrielle japonaise, même les quêteurs et mendiants *a priori* dépourvus de tout cherchaient à faire reconnaître des formes de droits de propriété qui devaient assurer leur subsistance par leur activité : bref, ils s'intégraient eux aussi, à leur manière, dans la société d'ordres. Ces formes de propriété spécifiques étaient liées à des territoires ou à des clientèles particulières ; il s'agissait aussi, surtout pour les religieux quêteurs et les artistes de rue, d'exclusivité sur certaines activités ou spectacles. De cette manière, toujours selon Yoshida et à contre-courant de la doxa de l'historiographie japonaise, l'absence de propriété mobilière ou immobilière apparente ne signifiait pas pour autant l'absence de statut, et d'un statut revendiqué : celui-ci pouvait se définir par d'autres moyens que les quatre conditions canoniques, et sa reconnaissance pouvait être imparfaite, mais il n'en intégrait pas moins « à la marge » des individus dans le système social en leur accordant certains droits. Et les organisations de type corporatiste qu'ils tendaient à former visaient à réguler et défendre ces droits de propriété propres à leur condition.

Tsukada, de son côté, a développé depuis plusieurs années une réflexion sur les particularités des sociétés d'ordres par comparaison avec les sociétés contemporaines. Il chercha d'abord à unifier les conceptions des statuts développées par Takagi et celles d'Asao. Pour Tsukada, les « groupes sociaux » sont bien des « associations communautaires basées sur des liens territoriaux ou professionnels », mais cette définition ne doit pas être réservée aux seules institutions déterminant les statuts de bourgeois et paysans : il s'agit plutôt en réalité d'une forme spontanée déterminant le cadre de l'existence des individus à l'époque prémoderne, leur place dans la société et leurs rapports avec l'Autorité publique ; et cette définition du statut personnel par l'insertion dans des « associations communautaires basées sur des liens territoriaux ou professionnels » constitue une différence fondamentale avec les conceptions contemporaines de la « citoyenneté », indépendante des activités des individus.

Ces groupes sociaux, pour Tsukada, ne sont pas des entités unidimensionnelles ; les communautés de rue ou villageoises se trouvent en général enchâssées dans des structures gigognes et hiérarchisées, qui les agrègent en fédérations plus vastes.

23 - Yoshida Nobuyuki s'est jusqu'à présent plutôt intéressé aux groupes de mendiants, y compris à certains artistes ambulants, plutôt qu'aux parias en rapport avec la souillure de la mort et du sang ; mais on peut considérer que les préventions envers les populations réputées « souillées » étaient aussi une forme d'incapacité ou de restriction pesant sur la valorisation de leur force de travail.

Cet empilement et ce caractère multidimensionnel se remarquent aussi dans les organisations professionnelles et même dans celles des *hinin* et autres populations discriminées : c'est ce qu'il appelle le caractère stratifié des groupes sociaux. Ceci implique qu'à ces différents niveaux correspondent des positions hiérarchiques différentes pour les individus et que chaque unité de base définissant le statut social (par exemple la « maisonnée », *ie*) se trouve rattachée à une structure statutaire beaucoup plus développée (comme une confrérie de mendiants).

L'autre point que souligne Tsukada est que ces « groupes sociaux » étaient aussi des ensembles « combinatoires » (*fukugô*) : non seulement ils interagissaient continuellement les uns avec les autres, mais plusieurs groupes de nature différente pouvaient également exercer une emprise sur un même territoire et un même individu pouvait dépendre à des degrés divers de plusieurs d'entre eux. Tous les individus présents dans un espace donné entraient donc en relation les uns avec les autres selon des logiques propres aux organisations dont ils relevaient.

Yoshida et Tsukada caractérisent donc les trois éléments fondamentaux suivants dans la notion de statut à l'époque d'Edo : le métier (*shokubun*), autrement dit « la nature de la propriété et de la gestion de l'activité professionnelle » ainsi que « la position occupée dans la division du travail » ; l'organisation communautaire comme entité « garantissant collectivement la propriété et le mode de gestion de l'activité professionnelle » ; le « service » (*yaku*) en tant qu'« accord pour une détermination officielle de la place dans la société »²⁴. Sur ce dernier point, Tsukada distingue deux grands types de services accomplis par les groupes sociaux à l'époque d'Edo (avec toutes les variantes intermédiaires ou mixtes possibles) : d'une part, ceux dérivant directement de l'exploitation de l'activité professionnelle, comme par exemple la mobilisation des charpentiers, et qui impliquent par conséquent une reconnaissance du métier, d'une compétence, et donc d'une certaine forme d'honorabilité ; et d'autre part, une conception du « service du seigneur » visant avant tout à maintenir l'ordre à l'intérieur des groupes concernés et de la populace, comme dans le cas des mendiants *hinin* d'Osaka chargés de faire la police au sein de la gueuserie de leur ville et de la surveiller²⁵.

Cependant les articles de Yoshida Nobuyuki, Yoshida Yuriko et Morishita Tôru contenus dans ce dossier constatent tous que, jusqu'à la fin de l'époque des Tokugawa, les dynamiques d'amélioration ou de stabilisation des statuts aux marges de la société d'ordres ne pouvaient bâtir que des positions fragiles et toujours menacées par un rappel aux principes fondant les logiques de domination. Cette réflexion sur des catégories marginales, qui ne sont pas nécessairement enfermées par une horreur de la souillure dans une radicale altérité, ouvre ainsi sur une problématique qui déborde largement le cadre des sociétés prémodernes : à travers ces populations de petits artisans, de vendeurs de rue, de domestiques, de leur

24 - YOSHIDA Nobuyuki, repris dans TSUKADA Takeshi, *Kinsei mibun shakai no toraekata. Yamakawa shuppansha kôkô nihonshi kyôkasho wo tooshite* (Appréhender la société d'ordres prémoderne : une lecture des manuels de lycée de Yamakawa shuppansha), Tôkyô, Buraku mondai kenkyûjo, 2010, p. 31.

25 - *Ibid.*, p. 32.

aspiration à la stabilité et des réticences de la société à leur garantir, de leur capacité à survivre dans les interstices de la respectabilité, c'est bien la question de la part sociale de la « précarité », pour parler comme en 2011, qui est aussi posée.

Repenser la société japonaise prémoderne : héritages, influences, renouvellement

Pour rompre avec les querelles stérilisantes du matérialisme historique, la génération d'historiens qui a dominé les études sur Edo à partir des années 1980 ne s'est pas contentée de s'appuyer sur ces nouvelles prémisses théoriques ; elle a résolument pris le parti de reconstruire ses problématiques sur un examen renouvelé des archives.

Ces archives sont de toute nature, même si ces acteurs jusqu'alors ignorés se sont rarement faits les chroniqueurs de leur propre existence : textes législatifs et réglementaires des pouvoirs shogunaux et seigneuriaux, souvent compilés et édités depuis longtemps, procédures judiciaires, traces de transactions, rapports gouvernementaux, mémoires des contemporains, voire enquêtes orales mobilisant les méthodes de l'enquête ethnographique, comme dans l'article de Yoshida Yuriko... À cause du caractère relativement récent de la collecte des archives par les autorités publiques, mais aussi du fait de certaines particularités de la société et des familles japonaises, comme l'importance du modèle de la famille-souche, une part importante de la documentation se trouve dans des fonds d'archives privées (y compris pour des pièces liées à l'exercice de l'autorité publique), conservés plus ou moins précieusement par des héritiers jusqu'à nos jours, si bien que le travail d'enquête chez les particuliers constitue encore une part essentielle de la formation et de l'activité des historiens-chercheurs spécialisés dans la période d'Edo²⁶.

La centralité, dans les travaux des historiens japonais, de l'analyse documentaire appuyée sur la paléographie dans les séminaires universitaires d'histoire sur la période d'Edo n'est d'ailleurs pas en soi une innovation récente : on peut plutôt voir un lointain héritage de la méthode positiviste introduite lors de la naissance des universités par Ludwig Riess, un disciple de Leopold von Ranke invité par les autorités japonaises de Meiji ; et les historiens marxistes des années 1960 et 1970, comme Sasaki, construisaient eux aussi leur matérialisme historique sur des études de cas précises et très documentées. Mais la remise en cause progressive des schémas prêt-à-penser marxistes a encore accru la place du document dans la réflexion historique. Aussi la formation des étudiants dans des séminaires centrés d'une part sur le commentaire d'articles d'historiens, d'autre part sur la découverte, le déchiffrement et l'interprétation des textes, au détriment parfois d'une formation pluridisciplinaire, a sans doute limité les possibilités de renouvellement des

26 - L'importance de la paléographie pour les étudiants-chercheurs (à partir de la maîtrise) est aussi en partie liée à leurs possibilités d'insertion professionnelle. La formation des archivistes-paléographes ou du personnel des musées s'effectue encore largement dans le cadre des départements d'histoire des universités.

problématiques par l'adoption de certaines évolutions dans les autres sciences sociales. Les travaux européens et américains en sciences sociales sont certes régulièrement traduits, parfois peu de temps après leur parution, et peuvent même exercer directement une grande influence : ce fut particulièrement le cas à partir des années 1980 quand les nouvelles générations d'historiens japonais cherchèrent des voies pour s'extraire des apories du matérialisme historique. Citons par exemple Eric Hobsbawm qui a stimulé au Japon aussi toute une réflexion sur les « traditions » locales et nationales. Mais fondamentalement, les historiens japonais de toutes obédiences, reflétant en cela des tendances plus générales du système éducatif et de leur environnement culturel, manifestent aussi une certaine circonspection devant les brillants jeux théoriques et conceptuels qu'affectionnent tant certains de leurs confrères occidentaux, et tout particulièrement français : les vicissitudes de la lecture et de la réception de Michel Foucault par les historiens japonais de la police et de la prison en sont un bon exemple²⁷.

Un autre facteur à prendre en compte est la relative autonomie de l'historiographie japonaise par rapport aux évolutions de la discipline en Occident ; en effet, si en sociologie par exemple, on remarque couramment dans les milieux universitaires japonais une influence très nette de méthodologies ou de problématiques importées d'Amérique ou d'Europe, en revanche l'histoire du Japon demeure avant tout l'affaire des historiens japonais, surtout pour les périodes avant l'ère Meiji, et ce sont leurs travaux qui nourrissent ceux de leurs collègues étrangers et dictent leurs orientations. Ce contexte explique donc que les apports des autres sciences sociales, en dehors du marxisme et des études folkloriques, sur l'étude de l'époque d'Edo aient été souvent indirects et rarement systématiques.

Pourtant ces emprunts, ouvertement revendiqués ou plus discrets, ne sont pas négligeables et permettent parfois une circulation fructueuse des concepts et des interprétations. Ainsi, Yoshida a repris à son compte la notion de « pouvoirs sociaux » ou « puissances privées » (*shakaiteki kenryoku* par contraste avec les pouvoirs « politiques » ou la « puissance publique »), élaborée dans des courants issus de la sociologie weberienne, qui lui avait rappelé certains résultats des travaux de Sasaki sur les élites rurales²⁸. Il s'agissait pour Yoshida de montrer que les évolutions socio-économiques de la période d'Edo avaient aussi amené, au sein même des communautés villageoises et urbaines, la naissance de puissances dominantes, comme les grandes maisons de commerce ou les gros propriétaires fonciers, dont

27 - Le célèbre spécialiste des cultures et mouvements populaires de la fin du shogunat et du début de l'ère Meiji, Yasumaru Yoshio, estimait ainsi que sur ces questions « un discours un peu plus concret que celui de Foucault convient sans doute mieux à une nature d'historien » : YASUMARU Yoshio, « Hanzai to keibatsu no shakaishi. Kinsei kara kindai he » (Une histoire sociale du crime et du châtement : de l'époque prémoderne à l'époque contemporaine), in YASUMARU Yoshio (dir.), *Asahi hyakka Nihon no rekishi besatsu, rekishi wo yominaosu 22, kangoku no tanjô* (Encyclopédie Asahi : revisiter l'histoire, vol. 22, Naissance de la prison), Tôkyô, Asahi shinbunsha, 1995, p. 2.

28 - SASAKI Junnosuke, *Bakumatsu shakairon* (La société de la fin du shogunat), Tôkyô, Hanawa shobô, 1969, et *Id.*, *Bakumatsu shakai no tenkai* (Les évolutions de la société à la fin du shogunat), Tôkyô, Iwanami shoten, 1993.

l'influence remodelait leur environnement en fonction de leurs intérêts. Ce type de réflexion a mis en relief les aspects multidimensionnels des existences à l'époque d'Edo, y compris du simple point de vue du statut socioprofessionnel. C'est pourquoi l'analyse par Yoshida des groupements professionnels diffère souvent par ses préoccupations des descriptions des diverses corporations marchandes ou guildes artisanales produites en grand nombre par les historiens japonais avant lui²⁹ : dans le cas des petits métiers ou des journaliers, il ne s'agit pas tant de déchiffrer une institution de régulation économique ou un mode d'organisation du travail que de mettre en évidence la logique profonde de l'organisation statutaire, indissociable de la structuration des groupes autour de l'activité professionnelle pour laquelle ils cherchent à obtenir une reconnaissance officielle, aussi bien pour des coiffeurs que des charpentiers, des grossistes ayant pignon sur rue que des mendiants. On met également en évidence de cette manière l'impact de ces constructions statutaires sur la structuration de l'espace, Yoshida demeurant en substance un historien des villes³⁰.

Ces organisations professionnelles se retrouvent ainsi incluses dans une problématique plus large des « groupes sociaux » qui régissaient les rapports et hiérarchies entre leurs membres selon des logiques internes ; de même, l'analyse des espaces configurés par le pouvoir d'attraction des « pouvoirs sociaux » ouvre sur des conceptions des relations sociales moins sommaires que la simple identification des relais de la domination politique et administrative. Ces tentatives de Yoshida de redéfinir une réalité sociale sans la réduire aux nécessités de la seule lutte des classes ont fini par l'amener dans les années 2000 à s'inspirer de plus en plus explicitement des problématiques et des méthodes d'histoire occidentale exposées par Ninomiya Hiroyuki³¹.

Cet éminent spécialiste japonais de l'Ancien Régime français, ancien disciple de Jean Meuvret et de Roland Mousnier, grâce à son œuvre de présentation et d'approfondissement de la Nouvelle Histoire³², joua avec le spécialiste d'histoire allemande médiévale Abe Kin'ya, et Amino Yoshihiko, un rôle essentiel dans la redéfinition de l'histoire sociale au Japon pendant les années 1980. Quoique l'influence de l'école des *Annales*, en particulier de Lucien Febvre, ait été déterminante chez Ninomiya, ce qui explique sans doute la proximité qu'il ressentait avec les nouveaux objets de recherche « marginaux » développés par Amino, il est également demeuré sensible au questionnement sur les formes de domination sociales et politiques qui demeuraient centrales dans le monde académique japonais. Cependant Ninomiya n'adhérait pas au discours marxiste dominant, et c'est pourquoi il s'est attaché à faire la synthèse des *Annales* et de Mousnier, en dépit

29 - On retiendra en particulier les travaux d'histoire économique sur les corporations produits dans les années 1960-1970 par Miyamoto Mataji, influencé à l'époque par les développements de cette discipline en Europe, ou plus récemment, dans les années 1980 et 1990, les recherches de Hayashi Reiko.

30 - YOSHIDA Nobuyuki, « Edo au fil de l'eau », *Histoire urbaine*, 29, 2010, p. 99-128.

31 - Voir par exemple YOSHIDA Nobuyuki, *Nihon no rekishi 17, Seijuku suru Edo* (Histoire du Japon, vol. 17, La maturité d'Edo), Tōkyō, Kōdansha, 2002.

32 - TAKAZAWA Norie *et al.* (dir.), *Bessatsu toshi-shi kenkyū. Iida to Sharuruwiru*, *op. cit.*, 2011.

des divergences qui opposaient pourtant à l'époque ces deux courants en France même, afin de dresser un modèle explicatif général des relations sociales dans la société d'Ancien Régime. C'est en particulier en s'appuyant sur divers aspects de la notion de sociabilité telle que l'ont développée Michel Vovelle, Maurice Agulhon ou Jean-Pierre Gutton dans les années 1970, que Ninomiya a construit sa propre conception d'une « histoire totale » unissant les dimensions institutionnelles, communautaires, familiales, interpersonnelles ou individuelles de l'existence sous la royauté³³.

Les travaux de Ninomiya se sont rapidement imposés chez les spécialistes japonais d'histoire occidentale, mais leur prise en compte par le milieu des historiens du Japon prémoderne prit plus de temps, même si le vocabulaire de l'école historique française (« mentalités », « sociabilité », « lieux de mémoire » etc., en version originale ou en traduction) affirme au cours des années 1990 sa présence dans les travaux d'historiens du Japon. Mais peut-être les désillusions envers le matérialisme historique, ainsi que la volonté affichée dans les années 1980 par des historiens comme Asao d'ériger l'histoire prémoderne japonaise en domaine autonome et affranchi des sentiers balisés des interprétations toutes faites, avaient-elles conduit les spécialistes du Japon des Tokugawa à se méfier d'un comparatisme hâtif avec les sociétés occidentales ; et les orientations de Ninomiya, influencées par l'anthropologie historique, pouvaient aussi dérouter une partie des historiens marxisants qui, en dépit de leur désir de reconsidérer leur discipline, demeureraient attachés à des problématiques plus traditionnelles d'organisation socio-économique.

Quoi qu'il en soit, c'est à partir des années 2000 que Yoshida a admis la convergence de ses approches et centres d'intérêts concernant la composition sociospatiale des sociétés urbaines avec le concept de « sociabilité », et c'est pourquoi il le reprend à son compte dans ses derniers ouvrages³⁴, où il affiche son intérêt pour les travaux de Ninomiya. Il définit désormais, lui aussi, l'approche des marges statutaires comme un moyen d'écriture d'une « histoire totale », embrassant la période d'Edo dans toute sa diversité et délivrée des préjugés intellectuels qui conduisent à définir ceux qui, parmi les hommes, sont dignes ou non de l'attention du chercheur³⁵. Et de même que la réflexion d'Asao avait puisé dans les

33 - NINOMIYA Hiroyuki, *Zentai wo miru manako to rekishikatachi* (La vision de la totalité et les historiens), Tôkyô, Bokutakusha, 1986, et NINOMIYA Hiroyuki (dir.), *Musubiau katachi, soshiabirite-ron no shatei* (Formes du lien mutuel : portée de la notion de sociabilité), Tôkyô, Yamakawa shuppansha, 1995.

34 - Voir par exemple l'avant-propos dans YOSHIDA Nobuyuki et ITÔ Takeshi (dir.), *Dentô toshi 4, bunsetsu kôzô* (Les villes traditionnelles, vol. 4, Une structure modulaire articulée), Tôkyô, Tôkyô daigaku shuppankai, 2010.

35 - YOSHIDA Nobuyuki, *Nihon no rekishi 17, Seijuku suru Edo, op. cit.*, p. 11. On peut aussi voir dans cette prise de position méthodologique de Yoshida une manière de mener à bien le projet de Matsumoto Shirô, professeur à l'université Tsurugaku et son prédécesseur dans les études urbaines de la période d'Edo. Celui-ci dans les années 1970, pour rompre avec les descriptions institutionnelles qui dominaient sa discipline, souhaitait écrire une histoire populaire des villes japonaises de l'époque d'Edo, faisant

problématiques de l'historien de l'Allemagne, Naruse, celle de Yoshida, au terme d'un cheminement intellectuel à l'origine sans rapport avec l'histoire occidentale, reconnaît aussi sa dette envers la synthèse de l'historiographie sociale française formulée par Ninomiya. Les travaux de ce dernier auront donc contribué, comme il le souhaitait, au renouvellement des problématiques de l'histoire japonaise, dans un schéma classique au Japon d'assimilation et d'adaptation des orientations occidentales rendues possibles grâce au travail de spécialistes japonais (on aimerait toutefois que le mouvement puisse aussi s'effectuer en sens inverse). Mais il est surtout intéressant de constater que l'étude documentée des sociétés pré-industrielles a amené l'historien occidentaliste non-marxiste et l'historien marxiste du Japon à partager finalement une vision commune.

La réflexion sur les marges statutaires a donc désormais pour objectif, non seulement de réhabiliter l'étude de groupes négligés jusqu'alors par l'historiographie, mais aussi de repenser l'ensemble des catégories sociales de la société d'ordres, et de leur organisation, y compris les quatre statuts canoniques. L'éclairage que jette l'article de Morishita sur la domesticité guerrière le conduit ainsi à reconsidérer la condition guerrière dans son ensemble, mais elle fournit également des éléments de réflexion qui dépassent le cadre des organisations vassaliques, par l'intéressant parallèle qui peut être fait avec le personnel subalterne d'institutions officielles gérées par la bourgeoisie citadine³⁶.

Le concept de marge s'avère désormais opératoire pour réfléchir bien au-delà des populations socialement marginalisées qui ont servi de point de départ à la réflexion des historiens. Les deux grands groupes considérés par Yoshida comme « hétérodoxes » au sein de la société d'ordres du Japon de la période d'Edo, à savoir les marchands et les marges sociales, sont les deux forces qui, selon lui, minèrent les cadres traditionnels d'encadrement des populations jusqu'à l'avènement de la société capitaliste et de ses contradictions. Ainsi des coiffeurs qui, faute de pouvoir assurer leur accession au statut de petits artisans avant l'ère Meiji, virent le droit de propriété sur leur métier confisqué par la puissance financière de quelques individus, avec une séparation du capital et du travail annonçant un environnement professionnel contemporain et l'avènement subséquent de la classe ouvrière à partir de Meiji : la problématique de la modernisation du Japon se trouve ainsi du même coup, par rapport aux thèses de Sasaki, rééquilibrée vers les milieux urbains.

Toutefois, on perçoit bien que le terme même de « marge » risque de brouiller la perception des objets qu'il a aidé à cerner : ceux-ci s'éloignent de plus en plus de la marginalité sociale telle qu'on l'entend communément, et les marges

leur place aux catégories sociales (locataires, journaliers, etc.) à l'écart du système statutaire. La compréhension de la société urbaine par Matsumoto demeurerait cependant tributaire des schémas de lutte des classes.

36 - Voir le cas des agents subalternes des organes administratifs de la bourgeoisie étudiés dans Guillaume CARRÉ, « Yaku no shûen » (Aux marges du service), in INOUE Tôru et TSUKADA Takashi (dir.), *Higashi Ajia kinsei toshi ni okeru shakaiteki ketsugô* (Les sociabilités dans les villes prémodernes d'Asie orientale), Kyôto, Seibundô, 2005, p. 195-226.

deviennent ainsi une appellation générique pour tous les types d'activités qui s'agrègent et gravitent autour de statuts et d'institutions reconnues par l'ordre social des Tokugawa. À l'intérieur de l'ensemble déjà très vaste et diversifié inclus dans cette notion de « marges statutaires », on constate même que des groupes originellement proches ont pu connaître des trajectoires singulièrement différentes entre les XVII^e et XIX^e siècles : ainsi les quartiers de plaisirs et les quartiers de théâtres, souvent associés dans l'espace urbain à la fois comme lieux artistiques (les geishas dans les quartiers de plaisirs, les acteurs dans les théâtres) et comme lieux de prostitution (féminine dans les quartiers de plaisirs, masculine dans ceux des théâtres), restèrent pour les premiers essentiellement évocateurs de défolement sexuel alors que les seconds s'élevèrent au rang de hauts lieux de la culture citadine.

L'agrégation récente à cet ensemble de catégories de travailleurs intellectuels, comme les confucéens professionnels, les maîtres de poésie, ou même simplement les « hommes de lettres » des grandes cités³⁷, paraît étendre à l'extrême le cadre conceptuel de la marge. Par exemple, les médecins peuvent être considérés comme des individus « en marge » de la condition guerrière, puisque leurs talents leur permettaient d'approcher les seigneurs et d'en tirer des avantages statutaires, sans toutefois détenir toutes les caractéristiques des vassaux. Mais pour autant, l'exercice de cette activité peut-il être comparé à celle de manœuvres ou de mendiants alors qu'elle était clairement une voie d'ascension sociale ? Dans un ouvrage récent³⁸ faisant le bilan de deux décennies de travaux, Yoshida assimile ces nouvelles catégories d'experts, comme les médecins, les intellectuels ou les gens de lettres, et tous ceux qui soutenaient la popularisation et la marchandisation de la culture et des techniques, à des manifestations émergentes d'une « société civile » moderne, structurées par des réseaux qui échappaient toujours davantage aux cadres et aux contraintes imposées par la rigidité des statuts sociaux. Ces nouveaux milieux auraient constitué des formes de « résistance » et des « hégémonies » alternatives, s'appuyant sur les milieux populaires citadins, et supplantant peu à peu le vieux système de pouvoir dominé par les guerriers. Comme on le voit, la réflexion de plus en plus complexe et subtile sur l'émergence de la « modernité japonaise » n'a pas rompu avec la dynamique de la lutte des classes³⁹.

37 - Les travaux sur cette catégorie témoignent des nouvelles problématiques de plus en plus présentes à la fois dans l'histoire sociale et dans l'histoire culturelle, notamment les nombreuses études sur les bourgeois collectionneurs, comme le lettré d'Osaka, Kimura Kenkadô, dont quelques échos appauvris nous sont parvenus en France.

38 - YOSHIDA Nobuyuki et ITÔ Takeshi (dir.), *Dentô toshi 2, Kenryoku to hegemoni* (Les villes traditionnelles, vol. 2, Pouvoirs et hégémonies), Tôkyô, Tôkyô daigaku shuppankai, 2010, p. IX-X.

39 - En dépit de la distance prise avec les courants historiographiques du marxisme dominant dans les années 1970, Yoshida et Tsukada se veulent toujours des historiens tout aussi engagés « à gauche » qu'ont pu l'être Sasaki ou Amino et n'ont pour le moment aucunement renoncé à exercer une influence sur la société grâce à leurs travaux. Pour Yoshida, cette action sociale de l'historien se manifeste ces dernières années par une critique acerbe de la « ville contemporaine », assimilée à une société de marché aliénante, uniformisante et destructrice des individualités culturelles des « villes tradition-

Tenter de résumer en quelques pages plus de soixante années de débats continus et passionnés qui ont animé l'histoire sociale au Japon, c'est un peu, comme l'écrivait l'historien chinois Ban Gu, « prendre la mesure de l'Océan en le puisant avec un coquillage ». Souhaitons seulement que ce résumé sommaire ne semble pas trop caricatural aux spécialistes de ces questions et qu'il donne aux lecteurs un aperçu de l'ampleur et de la richesse de l'historiographie japonaise contemporaine, pour mieux leur faire apprécier les articles qui vont suivre. Négliger les résultats de ces travaux en les réduisant à des produits d'un marxisme d'arrière-saison condamnerait la connaissance historique sur la société japonaise prémoderne en France à végéter dans des conceptions dépassées et statiques⁴⁰.

Le Japon a pour particularité en Asie, et c'est sans doute encore (mais pour combien de temps ?) une exception dans l'ensemble du monde non occidental, d'être depuis longtemps le principal émetteur du savoir sur lui-même : la perception, commune jusqu'à maintenant en Occident, de l'organisation de la société japonaise prémoderne en quatre statuts n'a fait ainsi que reproduire les opinions dominantes de l'historiographie japonaise jusque dans les années 1980. Grâce à sa

nelles ». Il assigne par conséquent comme mission à ses recherches d'œuvrer à une réforme du cadre et des modes de vie urbains au Japon. Ces positions rencontrent un écho dans un contexte « post-haute croissance » où les collectivités locales de l'archipel se montrent de plus en plus intéressées par la possibilité de valoriser leur patrimoine pour développer le tourisme et affirmer leur personnalité (même si les préoccupations de Yoshida dépassent largement ces seules questions et sont même porteuses d'une méfiance envers une préoccupation du patrimoine dictée par des intérêts économiques et mercantiles). Au Japon aussi, par conséquent, la question de la définition et de la conservation du patrimoine se pose avec une acuité plus en plus grande depuis les années 1990, et il serait intéressant de confronter cette réflexion japonaise à nos propres expériences indigènes, avec la fossilisation urbaine (citoyens inclus) que provoquent les dérives mortifères de la religion française du tout-patrimoine, du tout-paysage et du tout-lieu-de-mémoire.

40 - Les travaux sur les marges statutaires inspiré par Yoshida et Tsukada ont imposé la nécessité d'un réexamen par l'historiographie de la notion de statuts sociaux durant la période d'Edo, et la plupart des publications sur la question se réfèrent désormais à leurs œuvres ; mais leurs méthodes et certaines de leurs conclusions ont également soulevé des réserves. On en trouvera des échos dans une série de six ouvrages intitulée « Hommes et statuts à l'époque d'Edo » (*Edo no hito to mibun*), parue chez Yoshikawa kôbunkan entre 2010 et 2011, sous la direction entre autres de FUKAYA Tatsumi. Cette entreprise se donne comme ambition de réexaminer la question des statuts sociaux et des communautés à la lumière des apports de la recherche sur les « marges statutaires », en mettant l'accent sur une dimension plus individualisée des conditions. Cette série est donc présentée explicitement comme une conséquence des travaux de Tsukada et de Yoshida, mais avec une dimension critique, et même polémique, qui montrent que les débats autour de la notion de statut demeurent vifs (voire acrimonieux) au Japon. Usami Hideki, par exemple, reproche à Yoshida son manque d'intérêt pour les problématiques liées au pouvoir politique dans les villes, et met en cause l'emploi du concept de « pouvoirs sociaux ». Voir USAMI Hideki, « Mibunteki shûenron no bunseki hôhô wo kangaeru » (Réflexion sur les méthodes d'analyse de la théorie des marges statutaires), in ÔISHI Yukihito et FUKAYA Tatsumi (dir.), *Edo no hito to mibun 6, Mibunron wo hirogeru* (Hommes et statuts à l'époque d'Edo, vol. 6, Élargir la réflexion sur les statuts), Tôkyô, Yoshikawa kôbunkan, 2011, p. 190-193.

longue tradition académique, et aussi dans une certaine mesure, à cause de son expansion coloniale et de la situation politique des pays voisins, le Japon est devenu en Asie au XX^e siècle le principal centre de réflexion historique sur la région. L'analyse des sociétés prémodernes de la Chine et de la Corée ayant d'ailleurs, elle aussi, pris comme base les conceptions des quatre statuts, il est vraisemblable que les problèmes soulevés par les historiens japonais trouveront également un écho dans ces pays. Aussi, alors même que les développements de la recherche historique japonaise amènent les chercheurs de l'archipel à reprendre le dialogue avec l'histoire sociale occidentale, les historiens européens pourraient peut-être trouver, eux aussi, dans la solidité documentaire des travaux japonais, matière à réflexion pour leurs propres domaines⁴¹.

Guillaume Carré
Centre de recherches sur le Japon, EHESS



41 - Nous tenons à remercier Iwabuchi Reiji, maître de conférences au Musée national d'histoire et du folklore de Sakura, dont la connaissance intime du milieu académique japonais et de l'historiographie de la période d'Edo nous a été d'un grand secours pour l'écriture de cette présentation.